

Affaires extérieures (M. Martin) a fait encore bien d'autres déclarations intéressantes et, si j'en avais le temps, je vous les citerais. Je tiens cependant à souligner qu'en précipitant la chute du gouvernement, nous avons empêché l'adoption de mesures législatives inoffensives, comme le bill n° C-186, que le salariat canadien avait demandé à la Chambre de ne pas adopter.

M. Grégoire: Non, c'est faux.

M. MacInnis: Nous entendons maintenant le député qui maintient l'équilibre des partis, mais je dois dire que, dernièrement, il a perdu la vedette.

Depuis vendredi, on rivalise d'efforts pour ménager l'amour-propre de Pearson, rien d'autre. Le gouvernement tâche de se raccrocher au premier ministre qui ne le mérite pas. Il n'a pas témoigné du sens des responsabilités, comme il l'avait promis aux Canadiens et, je le répète, il cherche constamment à se soustraire à ses responsabilités. Qu'est-ce qui importe le plus aux yeux des Canadiens? Est-ce le Parlement, le parti libéral, le congrès libéral ou le premier ministre? Monsieur l'Orateur, le Parlement, comme tous les parlements en régime démocratique, devrait être souverain et, s'il ne l'est plus, c'est à cause de la bande d'en face, et j'emploie le mot «bande» à dessein. Je sais que ce mot, employé déjà à la Chambre pour désigner une commission, avait été déclaré irrégulier, mais si quelqu'un veut protester contre l'usage des mots «bande» ou «syndicat», qu'il le fasse donc. Je le répète, les députés ministériels sont tout simplement ce que je viens de dire, une bande; et pourrait même dire qu'ils sont les «créatures du syndicat».

On nous a demandé d'indiquer, par notre vote, que nous avons confiance dans le gouvernement. Je me demande si les Canadiens ont bien étudié ce gouvernement et les gens qui le composent. Il n'y a pas longtemps, j'ai posé à la Chambre une question relative à la situation qui régnait à Sydney. Ce qui est arrivé alors prouve qu'il n'y a absolument aucune unité au sein du parti libéral. Le ministre de l'Industrie (M. Drury) m'a répondu alors qu'il serait insensé, de la part du gouvernement, d'établir de tels plans, alors qu'au même moment son collègue le ministre des Forêts et du Développement rural (M. Sauvé)—qui était parti dans l'Ouest canadien à l'époque—parlait de plans élaborés par le gouvernement en vue de mettre progressivement un terme à l'exploitation de l'aciérie de Sydney. C'était en contradiction directe avec ce qu'avait dit le ministre de l'Industrie.

Puis, nous étions accoutumés de voir le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Laing) assis à côté du secrétaire d'État (M¹¹⁰ LaMarsh). Quelque chose a dû arriver dans ce coin-là, car ils ne sont plus voisins.

L'hon. M. Laing: Il ne m'est rien arrivé.

M. MacInnis: Je n'en suis pas sûr. Je ne dirais pas qu'il se soit agi d'une question de mauvaise haleine. Le gouvernement actuel est en train de se rendre compte qu'il vaut mieux avoir mauvaise haleine que ne pas respirer du tout.

On en vient ensuite au ministre des Finances (M. Sharp). Ce qui s'est produit lundi soir dernier n'était pas de sa faute. Il y a été poussé par le ministre des Transports (M. Hellyer). J'en viendrai, le moment voulu, au ministre de la Défense nationale (M. Cadieux). Le ministre des Transports a poussé le ministre des Finances à commettre son erreur fatale de lundi soir. Je crois savoir que c'est le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. MacEachen) qui a blâmé le ministre des Transports d'avoir poussé le ministre des Finances, et ce dernier, naturellement, a blâmé tout le monde, même s'il s'est placé lui-même dans cette position vulnérable. Il est très intéressant de revoir les déclarations du ministre des Finances dans les communiqués à la presse. Lorsqu'on lui a demandé si quelqu'un était à blâmer de ce qui s'était produit et si le ministre des Transports l'avait poussé à agir, le ministre n'a pas confirmé la chose. Toutefois, l'accusation était contenue dans la question qu'il a posée au ministre, même s'il n'en a pas confirmé le bien-fondé. Nous pouvons donc accepter que selon le ministre des Finances, le ministre des Transports l'a vraiment poussé à agir. Or, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a été poussé à se prononcer sur le projet de loi. Somme toute, ils postulent tous le même poste.

M. Nielsen: Dans l'intervalle, il y eut l'incident de Trois-Rivières.

M. MacInnis: Je n'en sais pas bien long sur le voyage en avion depuis Trois-Rivières, mais nous pouvons nous rappeler les événements qui ont suivi le voyage de retour d'Halifax, au cours duquel le premier ministre a commodément oublié certaines choses, ce qui l'avait alors mis en difficulté. Les deux incidents ne sont pas tellement différents. A l'époque, il est venu bien près d'y laisser sa tête. Cette fois-ci, il l'y a effectivement laissée; à lui d'en subir les conséquences.